

LA PLUPART DES CANADIENS estiment que les politiques et l'appareil militaire des deux superpuissances – les États-Unis autant que l'URSS – constituent le problème déterminant dans les relations Est-Ouest. L'actuel stock nucléaire détenu par les deux grands passe pour accroître les risques d'une guerre au lieu de les réduire. Voilà quelques-unes des principales constatations qui ressortent d'un sondage d'opinion publique effectué en 1987 pour le compte de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales.

L'enquête, conduite avant la divulgation en décembre d'un traité américano-soviétique sur les armes

nucléaires à portée intermédiaire, souligne une nette tendance générale à réprover les politiques, nucléaires ou autres, des deux superpuissances. Et même si les Canadiens auront éventuellement nuancé certaines de leurs perceptions négatives par suite de l'accord signé au sommet de Washington, il est peu probable que cet événement marquant puisse changer grand-chose à l'équilibre apparent de ces opinions, ni à la tendance à confondre les politiques soviétiques et américaines.

Les répondants se sont vu demander quel facteur fait peser la plus grande menace sur la paix mondiale. Très peu d'entre eux ont mis en cause l'URSS. Seul un répondant sur vingt (5 p. 100) a jugé que le comportement soviétique sur la scène internationale représente le principal danger. À peu de chose près, le même nombre d'enquêtés (8 p. 100) a blâmé les États-Unis. En revanche, non moins du quart ont pointé du doigt la course aux armements entre les superpuissances. Enfin, deux tranches plus ou moins de même taille croyaient que la prolifération des armes nucléaires dans les petits pays et la situation au Moyen-Orient constituaient la plus lourde menace (29 p. 100 et 27 p. 100 respectivement).

On notera au passage que ces constatations vont à l'encontre de l'hypothèse sous-tendant le Livre blanc du gouvernement canadien sur la défense, à savoir que «la principale menace directe qui continue de planer sur le Canada est celle d'une

attaque nucléaire soviétique contre l'Amérique du Nord». Les Canadiens, semble-t-il, ne sont pas de cet avis. Peu d'entre eux croient à l'éventualité d'une attaque nucléaire soviétique. Aux yeux de la majorité, le principal danger résiderait dans l'instabilité des rapports entre les superpuissances et dans les risques d'escalade d'un conflit régional.

Les résultats du sondage ICPSI se trouvent corroborés par une autre enquête effectuée durant la même période pour le compte du ministère des Affaires extérieures. Invités à choisir, parmi une liste de facteurs possibles, celui suscitant les plus grandes tensions entre l'Est et l'Ouest, près de la moitié des répondants à ce sondage ont cerné «le manque de confiance» entre les deux blocs. Une fois de plus, les politiques soviétiques n'ont été mises en cause que par une faible minorité.

À l'heure actuelle, les Canadiens sont aussi nombreux à imputer les récentes tensions Est-Ouest aux États-Unis qu'à l'URSS et à juger certaines politiques américaines sous un jour aussi défavorable que les politiques soviétiques. Dans le sondage des Affaires extérieures, si un répondant sur sept ou huit (13 p. 100) expliquait les tensions Est-Ouest par la volonté de l'URSS d'accroître sa puissance et son influence, une tranche analogue (13 p. 100) jugeait que les tensions étaient dues aux efforts déployés en ce sens par les Américains.

LES RÉSULTATS DU SONDAJE ICPSI sont moins symétriquement répartis sur la question de savoir qui est responsable de l'état actuel des relations Est-Ouest. Parmi les répondants selon qui ces rapports s'étaient améliorés au cours des dernières années, un bien plus grand nombre (40 p. 100) en attribuaient le mérite à l'URSS qu'aux États-Unis (10 p. 100 des enquêtés seulement). Et parmi ceux qui croyaient à une dégradation de ces rapports, du moins jusqu'à l'été de 1987, la majorité s'en prenaient aux États-Unis.

Pour beaucoup de Canadiens, l'aptitude des États-Unis et de l'URSS à composer avec les problèmes actuels du monde est sujette à caution. Le scepticisme domine une fois de plus, ce dont témoigne le parallélisme très évident des réponses. Moins de quatre Canadiens sur dix (38 p. 100) accordent une confiance

très grande ou considérable aux États-Unis à cet égard. Plus de six répondants sur dix ont exprimé un degré de confiance faible, très faible ou nul (62 p. 100). Par contre, on peut s'en étonner davantage encore, la démarche soviétique face aux problèmes du monde inspire une confiance très grande ou considérable chez près de trois Canadiens sur dix (28 p. 100); sept répondants sur dix ont indiqué un degré de confiance faible, très faible ou nul (73 p. 100).

Bref, la politique américaine suscite un degré de confiance à peine plus élevé que la politique soviétique. (Voir le diagramme.) Les données de sondage permettant de retracer le cheminement de l'opinion publique sont rares, mais il semble qu'après 40 ans de paix empreinte de méfiance, y compris une décennie de détente et quelques années de diplomatie à la Mikhaïl Gorbatchev, les Canadiens soient persuadés que la manière soviétique d'aborder les problèmes mondiaux n'est pas entièrement mauvaise. Dans le même ordre d'idées, le cumul des problèmes auxquels la politique étrangère américaine s'est heurtée, dont les écueils vietnamien et nicaraguayen, et le discours simpliste et parfois belliqueux de Ronald Reagan ont convaincu les Canadiens que la démarche des États-Unis relativement aux problèmes mondiaux n'est pas entièrement bonne.

LE SONDAJE ICPSI POSAIT ÉGALEMENT la question de savoir dans quelle mesure Reagan et Gorbatchev étaient dignes de confiance sur les questions du nucléaire et de la limitation des armements. Peu de répondants ont trouvé l'un ou l'autre dirigeant très digne de confiance. La moitié des enquêtés a jugé les deux chefs «quelque peu» dignes de confiance, et le reste a estimé qu'ils n'étaient pas très dignes de confiance, ou pas du tout. Les répondants ont été plus nombreux à croire que les dirigeants Soviétiques s'intéressent réellement au désarmement, en comparaison de leurs homologues américains (46 p. 100 contre 37 p. 100).

Durant la guerre froide, la plupart des Canadiens avaient des perceptions essentiellement positives au sujet des États-Unis et essentiellement négatives au sujet de l'URSS. Tel n'est plus le cas. La tendance marquée chez de nombreux Canadiens à se montrer défavorables aux politiques des deux superpuissances constitue sans doute la révélation la plus frappante qui se dégage du sondage de 1987.

LES SUPERPUISSANCES ET LA SÉCURITÉ NATIONALE

Un récent sondage commandé par l'ICPSI révèle que pour la plupart des Canadiens, ce sont les politiques et les dispositifs militaires des deux superpuissances, et non de l'URSS seule, qui mettent en péril la sécurité nationale.

PAR DON MUNTON